

Face à la bascule autoritaire, mobilisons-nous pour la démocratie et la justice sociale les 24 octobre et 5 novembre !

En cette fin 2026, la colère sociale atteint un niveau rarement égalé. Après un été marqué par l'aggravation des conséquences de la crise climatique, la jeunesse s'est levée pour protester contre la dégradation avancée du système d'éducation et un avenir bouché. Cette mobilisation a suscité de l'écho dans la société tout entière, qui subit les conséquences des politiques injustes menées par les gouvernements successifs.

Alors que les prix de l'essence, de l'alimentation, du logement ne cessent d'augmenter, trop de personnes voient leur situation se dégrader, elles parviennent de plus en plus difficilement à vivre dignement de leur revenu et doivent choisir entre se chauffer, se nourrir, se déplacer ou se soigner.

Les inégalités se creusent, largement favorisées par les choix fiscaux, budgétaires et économiques de ces 10 dernières années en faveur des ultra-riches et des grandes entreprises. Pendant que les profits des entreprises du CAC 40 et les distributions de dividendes atteignent des records, le taux de pauvreté est à son plus haut niveau historique.

En ce moment même, les discussions budgétaires portent sur un projet de budget injuste qui va encore appauvrir les classes populaires et asphyxier les services publics qui souffrent déjà d'un sous-financement chronique alors que les besoins sont immenses dans nos écoles, lycées, hôpitaux... Au-delà, les incendies monstres de cet été ont dramatiquement illustré l'inaction face au changement climatique et les conséquences de l'austérité budgétaire sur les moyens dont disposent les pompiers.

Le gouvernement n'est pas le seul à proposer cette politique austéritaire injuste comme seul horizon : le RN joue la surenchère dans la destruction des services publics. Marine Le Pen a annoncé un « effort radical » de 140 milliards d'euros d'économies d'ici à 2032 si le parti d'extrême droite venait au pouvoir.

Dans ce contexte, la mobilisation de la jeunesse a repris le flambeau des mobilisations massives de ces dernières années pour la justice sociale et écologique et les libertés publiques. Elle exprime le même message : l'indignation face à l'aggravation des conditions d'existence, la crainte de l'avenir et l'espoir d'alternatives de justice fiscale, sociale et écologique.

Les raisons de la colère sont légitimes, tout comme les revendications portées par ce mouvement. Pourtant, le pouvoir a choisi la répression tous azimuts pour mater le mouvement impulsé par la jeunesse. Cette réponse répressive s'appuie sur une couverture médiatique qui stigmatise les manifestant-es et omet soigneusement de rappeler les véritables causes et aspirations de ce mouvement.

On assiste à un glissement autoritaire qui va de pair avec le refus obstiné du gouvernement d'assumer son bilan et de remettre en cause sa politique injuste en faveur des plus riches.

Pire, il multiplie les mensonges et manipulations pour faire porter la responsabilité de son échec à une "ultra-gauche" fantasmée, si ce n'est à l'ensemble du camp du progrès social et écologique. Il met en œuvre un état d'urgence qui ne dit pas son nom et prévoit l'intervention de l'armée dans la rue. Ce choix est irresponsable et dangereux pour la démocratie, et pour l'intégrité physique de celles et ceux qui la défendent dans le cadre de ces mobilisations. Il pave la voie à une arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Cette situation n'est ni une fatalité ni une injustice que nous devrions accepter en silence. Le mouvement de la jeunesse exprime le refus de la hausse des inégalités, de l'injustice fiscale comme de l'inaction climatique, mais aussi un espoir de changement. Les propositions portées par ce mouvement doivent être entendues :

- Il faut renforcer les services publics pour, notamment, garantir un accès équitable à l'éducation, à la santé, au logement et aux transports. En particulier, les revendications des pompiers et de la fonction publique doivent être entendues, une politique climatique ambitieuse doit être mise en place et le plan d'urgence de 10 milliards d'euros revendiqué par le mouvement étudiant doit mis en œuvre dans le budget 2027.
- Il faut mettre en œuvre des mesures de justice fiscale pour assurer le financement de ces urgences, de l'action publique et des investissements nécessaires pour faire face aux enjeux climatiques, énergétiques, environnementaux, sociaux, économiques et démocratiques.
- Il faut améliorer le pouvoir d'achat, notamment les salaires, dans un contexte de forte hausse du coût de la vie, comme revendiqué par l'intersyndicale en vue de la journée de mobilisation du 5 novembre.
- Il faut interdire les armes mutilantes et les techniques d'interpellation létales : museler la contestation sociale par la répression est une dérive autoritaire qui a déjà abouti à des drames et qui doit, d'urgence, cesser.

Face à l'impasse de la politique menée depuis plus de dix ans, nous réaffirmons que le mouvement actuel est légitime et refusons le glissement vers un régime répressif, injuste, intolérant et autoritaire. C'est pourquoi nous appelons à amplifier le mouvement ces prochains jours, notamment samedi 24 octobre, et à généraliser la grève du 5 novembre. Nous exigeons que ces revendications de justice fiscale, sociale et écologique soient entendues.

Premiers signataires :

Raphaël Pradeau et **Youlie Yamamoto**, porte-paroles d'Attac, **Eloïse Lefebvre Milon**, secrétaire générale de l'Union étudiante, **Ryad Rani**, président de l'Union syndicale lycéenne, **Lucie Clamens**, co-secrétaire fédérale de Solidaires Etudiant-e-s, **Yassine Benyettou**, Red jeunes, **Julie Ferrua** et **Murielle Guibert**, co-déléguées générales Union

Syndicale Solidaires, **Caroline Chevé**, secrétaire générale de la Fédération Syndicale Unitaire, **Thomas Gibert et Fanny Metrat**, porte-paroles de la Confédération paysanne, **Camille Dupond**, co-porte parole Soulèvements de la terre, **Julien Le Guet**, co-porte parole des Collectifs Bassines Non Merci - Inter-BNM, **François Chertier**, Greenpeace, **Céline Meresse**, présidente du CRID, **#NousToutes**, **Loues Dupeux**, co-président des Amis de la terre France, **Amal Bentounsi**, militante antiraciste, **Omar Slaouti**, militant antiraciste, **Sebastian Roché**, sociologue, **Thomas Wagner**, fondateur de Bon Pote, **Marie Chureau**, activiste et juriste pour l'écologie et les droits humains, **Kaddour Hadadi** (HK), artiste, **Corinne Masiero**, actrice, **Robert Guediguian**, réalisateur, **Nina Faure**, réalisatrice, **Gilles Perret**, réalisateur, **Eric Lagadec**, astrophysicien, **Juliette Arnaud**, chroniqueuse, **Guillaume Meurice**, humoriste, **Aymeric Lompret**, humoriste, **Florence Mendez**, humoriste, **Pierre-Emmanuel Barré**, humoriste, **Angélique Grosmaire**, secrétaire générale de la fédération SUD-PTT, **Julien Troccaz**, secrétaire fédéral SUD-Rail, **Sandra Demarcq**, secrétaire générale de Solidaires Finances publiques, **Aurélié Gagnier**, **Sandrine Monier**, **Nicolas Wallet**, co-secrétaires Généraux de la FSU-SNUipp, **Info'Com-CGT**, **Fanny Petitbon**, responsable France 350, **Zoé Pélegry**, porte-parole d'Alternatiba, **Franzeska Bindé**, porte-parole d'Action non-violente COP21 (ANV-COP21), **Isabelle Mathurin**, co-présidente de Convergence nationale des Services Publiques, **Action Justice Climat Paris**, **Ludivine Bantigny**, historienne, **Laurence De Cock**, historienne, **Mathilde Larrère**, historienne, **Claire Dujardin**, avocate et ancienne présidente du SAF, **Raphaël Kempf**, avocat, élu au Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris, **Marie-Pierre Vieu**, **Benoît Teste et Ingrid Darroman**, Fondation Copernic, **Margot Mahoudeau**, présidente de l'Espace santé trans, **Ana Azaria**, Comité National Femmes Egalité, **Monique Dental**, Réseau Féministe "Ruptures", **Christian Delarue**, président du CADTM, **Romain Olla**, Victoires populaires, **TataDrap**, créatrice de contenus, **Geneviève Legay**, gilet jaune, altermondialiste, **Bernard Langlois**, journaliste retraité, cofondateur de Politis.

La liste complète des signataires est disponible sur le site d'Attac : www.france.attac.org